

Commune de CONFRANÇON

DEPARTEMENT DE L'AIN

PLAN LOCAL D'URBANISME MODIFICATION SIMPLIFIÉE (G)

Conformément aux articles
L 153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme

1 – Additif au Rapport de Présentation

PLU approuvé le 20 Mai 2005
Modification (A) le 21 janvier 2011
Révision simplifiée (B) le 20 avril 2012
Modification simplifiée (C) le 23 novembre 2012
Révision avec examen conjoint (D) le 21 février 2014

Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour, Le Maire,	Modification simplifiée prescrite le
--	--------------------------------------



SOMMAIRE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE	2
PRÉSENTATION GÉNÉRALE	3
1. LA SITUATION DE LA COMMUNE	3
2. HISTORIQUE DU DOCUMENT D'URBANISME	4
3. LES RAISONS DE LA MODIFICATION	4
4. LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE	5
MODIFICATION DU RÈGLEMENT	6
MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 RELATIF AUX OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL ADMISES EN ZONES AGRICOLE (A) ET NATURELLE (N)	6
CONCLUSION	7

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la **CONFRANÇON** et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de sa modification simplifiée, conformément aux dispositions des articles L153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article L153-45 :

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Article L153-46 :

Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.

Article L153-47 :

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

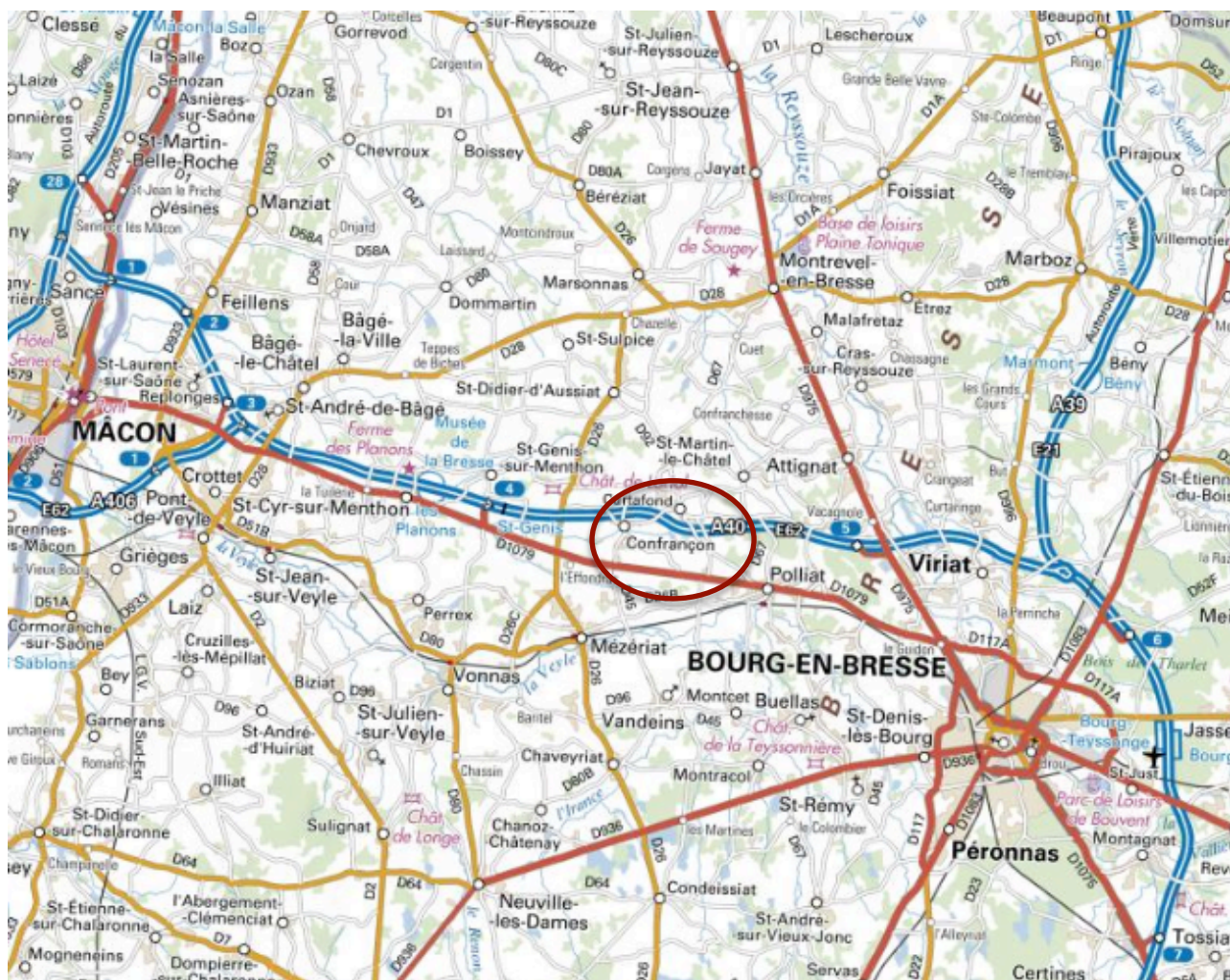
Article L153-48 :

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1. La situation de la commune

La commune de **CONFRANÇON** se situe en Bresse, au Nord-Ouest du département de l'Ain, entre les agglomérations de Mâcon et de Bourg-en-Bresse.



Source : www.geoportail.fr

La commune présente une trame urbaine particulière, structurée autour de deux principaux secteurs, à savoir le centre bourg (au niveau des principaux équipements de la commune) et le hameau de Logis Neuf (le long de la RD 1079)

Le contexte démographique est marqué par une pression relativement forte : ces 15 dernières années, la commune a gagné près de 500 habitants, pour atteindre 1 326 habitants en 2014 selon l'INSEE.

Enfin, la commune bénéficie d'une bonne desserte viaire avec la RD1079 et l'A40 qui traversent le territoire.

2. Historique du document d'urbanisme

La commune de **CONFRANÇON** dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 mai 2005. Elle a conduit plusieurs procédures afin de faire évoluer son document :

- Modification approuvée le 21 janvier 2011
- Révision simplifiée le 20 avril 2012
- Modification simplifiée le 23 novembre 2012
- Révision avec examen conjoint le 21 février 2014

3. Les raisons de la modification

La commune de Confrançon souhaite engager une procédure d'évolution de son PLU afin de permettre l'implantation d'ouvrages d'intérêt collectif permettant la production d'énergie d'origine renouvelable.

Une modification des articles A2 et N2 du Règlement du PLU s'avère nécessaire, de manière à autoriser les ouvrages d'intérêt collectif permettant la production d'énergie d'origine renouvelable.

Cette modification est portée dans le but d'atteindre les objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et ainsi apporter une continuité à la convention signée entre le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et la commune de Confrançon dans le cadre du programme des « territoires à énergie positive pour la croissance verte » en décembre 2016, pour lequel la commune a reçu un appui financier.

4. La procédure de modification simplifiée

Cette modification peut être effectuée dans le cadre d'une procédure de **modification simplifiée** prévue par l'article L153-45 du code de l'urbanisme, dans la mesure où la commune ne décide pas :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser.

Ces modifications n'auront pas non plus pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

Ainsi, cette évolution du PLU peut être décidée par délibération du Conseil Municipal après avoir été portée à la connaissance du public pendant un mois dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, comme prévue par l'article L153-47 du code de l'urbanisme.

Contexte environnemental

Dans le cadre de cette modification simplifiée, il convient aussi de prendre en compte les obligations en terme d'évaluation environnementale.

La commune de **CONFRANÇON** ne compte pas sur son territoire de site Natura 2000.

Toutefois, le dossier pourra être soumis à évaluation environnementale, si il en est ainsi décidé par l'autorité environnementale après examen au « cas par cas ».

MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Modification de l'article 2 relatif aux occupations et utilisation du sol admises en zones agricole (A) et naturelle (N)

L'objectif de la présente modification simplifiée est d'autoriser de manière explicite les ouvrages d'intérêt collectif permettant la production d'énergie d'origine renouvelable en zones agricole (A) et naturelle (N).

Pour ce faire, la rédaction actuelle des articles A2 et N2 (*règlementant les occupations et utilisations du sol soumises à conditions*) est complétée de la façon suivante :

ARTICLE A 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

1 - Sont admis à condition qu'ils soient liés à l'activité agricole :

(...)

2 - Sont admis à condition de ne pas remettre en cause, notamment du fait de leur importance, le caractère agricole de la zone :

(...)

* Les constructions et ouvrages d'intérêt collectif permettant la production d'énergie d'origine renouvelable.

3 - Sont admis (...)

ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Sont admis à condition que leur impact sur l'environnement soit réduit au minimum, et qu'ils demeurent compatibles avec le maintien de la qualité du site :

(...)

* Les constructions et ouvrages d'intérêt collectif permettant la production d'énergie d'origine renouvelable.

Principe de présentation (code couleur) :

- Les textes en *caractères noirs et italiques* sont ceux du règlement actuel qui sont conservés en l'état,
- Les textes en **caractères bleus** sont ceux qui sont ajoutés
- A noter qu'aucun texte n'est supprimé

CONCLUSION

La modification simplifiée proposée, conformément aux articles L 153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme, vise à permettre l'implantation sur la commune de CONFRANÇON d'ouvrages d'intérêt collectif permettant la production d'énergie d'origine renouvelable.

Pour cela, la présente procédure consiste à faire évoluer le Règlement du PLU et plus particulièrement les articles A2 et N2, de façon à ne pas contraindre la réalisation de ce type d'ouvrage en zones agricoles et naturelles.

Les pièces du présent dossier pour la révision avec examen conjoint du PLU de **CONFRANÇON** sont :

- **1°/ Additif au rapport de présentation**, présentant les raisons de la procédure et l'évolution du règlement
- **2°/ Le règlement modifié** - Zones Agricole et Naturelle

Dans le cadre de l'étude au cas par cas, ce dossier sera transmis pour avis à l'autorité environnementale (MRAE) qui jugera de l'opportunité de réaliser une évaluation environnementale.

Par la suite, le dossier sera notifié aux personnes publiques associées (PPA).

L'ensemble de ce dossier sera mis à disposition du public pendant 1 mois.

A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présente le bilan devant le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.